

Conférence-débat

« **Le syndicalisme révolutionnaire** », présentée par **Jacques Julliard**, historien, journaliste, ancien responsable syndical

Texte établi d'après l'exposé oral

Je suis heureux d'être là, chers amis ou plutôt chers camarades ! Parce que comme vous l'avez rappelé dans votre introduction si chaleureuse, je viens naturellement ici comme historien du syndicalisme. Mais je n'oublie pas que j'ai été militant et même responsable syndical. Ce n'était pas à la CGT mais à la CFDT, mais que voulez-vous, personne n'est parfait. Le fait d'avoir été à un moment de ma vie, je le dis au passage, l' élu et le responsable d'une grande centrale ouvrière a été pour moi une fierté.

J'entre tout de suite dans le vif du sujet. Comment dénommer cette période qui, grosso modo débute en 1890-1892 et se termine en 1914 avec le début de la Première Guerre mondiale ? La communauté historique s'accorde sans difficulté pour dire que cette période constitue un tout ; qu'elle possède une identité forte. Mais alors comment l'appeler ? Le mot qui a longtemps prévalu, mais qui est un peu délaissé aujourd'hui, est celui d'anarchosyndicalisme. Sans être totalement inexacte, cette dénomination possède une charge polémique. Car ce sont principalement les adversaires de l'anarcho-syndicalisme (les réformistes ou la mouvance guesdiste des socialistes) qui l'employaient. De sorte qu'aujourd'hui, on parle plus volontiers de syndicalisme révolutionnaire. Pour ma part, j'ai proposé, je dois le dire avec l'approbation de la plupart de mes collègues historiens, l'expression de syndicalisme d'action directe. Je ne suis pas sûr qu'elle puisse s'imposer dans le grand public. À dire vrai, elle est un peu trop longue et elle mobilise des connaissances historiques que le grand public n'a pas forcément. Mais si j'ai proposé cette expression, c'est parce que je pense qu'elle décrit assez bien la période. Les militants de l'époque, aussi bien les révolutionnaires que les réformistes se reconnaissaient dans ce que signifiait alors l'action directe. Mais j'y reviendrai plus loin quand je parlerai un peu de la chartre d'Amiens.

Il faut que je dise un mot également du contexte, parce que tout le monde ne l'a pas nécessairement présent à l'esprit et puis, il permet de comprendre un certain nombre de choses. Il y a d'abord le contexte politique. En 1890, la France est en République depuis vingt ans. C'est une république modérée qui s'est imposée à l'issue d'une double crise. La première est bien évidemment l'épreuve de la défaite face à la Prusse en 1871. La victoire, proclamée dans la galerie des glaces du château de Versailles en France, de ce qui va devenir l'empire allemand est une humiliation que la France a longtemps ressentie comme telle. La seconde crise, c'est La Commune ou plutôt les Communes car la province fut aussi concernée. Là nous sommes proches de notre sujet. Car la principale conséquence des Communes fut d'abord la décapitation du mouvement ouvrier tout entier. Bon nombre de ces dirigeants, je pense à Charles Delescluze, à Eugène Varlin et à bien d'autres qui, comme Théophile Ferré, sont morts, soit sur les barricades ou bien fusillés. Les autres ont été déportés ou contraints à l'exil.

Le résultat, c'est que le mouvement ouvrier doit repartir presque de zéro, avec des hommes très jeunes. Et c'est là une chose qu'on ne souligne généralement pas assez. Les dirigeants de la jeune CGT de l'époque ont pour la plupart moins de trente ans ! 27 ans, c'est l'âge de Victor Griffuelhes lorsqu'il devient secrétaire de la CGT (on ne dit pas général à l'époque, parce que l'on se méfie des généraux militaires). Fernand Pelloutier, devient secrétaire de la fédération des bourses, à l'âge de 28 ans. Lorsque Jouhaux succède à Louis Niel et à Victor Griffuelhes en 1909, il a 30 ans à peine. Pierre Monatte lorsqu'il apparaît dans le syndicalisme en 1906 au moment de la Charte d'Amiens a 25 ans. Tous ces hommes sont donc extrêmement jeunes. Cela a sans doute contribué à donner au mouvement ouvrier cette allure très combative, très énergique, parfois aventureuse, je ne dis pas aventurière. Il y a, à cette époque, une sorte de jeunesse du mouvement ouvrier. Depuis, l'âge des dirigeants syndicaux s'est beaucoup élevé, de Léon Jouhaux (FO) à Benoît Frachon (CGT) en passant par Gaston Teissier (CFTC) le syndicalisme a suivi la voie de la politique, celle de la professionnalisation.

La République en 1890 est donc dans ses meubles. Certes, de nombreuses crises vont survenir : Boulanger, 1888-1891, l'affaire Panama, 1892, l'affaire Dreyfus, 1899... etc. Mais, chaque fois, la III^e République va trouver les ressorts nécessaires pour les surmonter sans trop de difficultés. La vague d'attentats terroristes qui éclate dans Paris dans les années 1893-1894 concerne plus directement notre histoire. Elle est le fait d'anarchistes partisans d'une certaine forme d'action directe qu'on appelle la propagande par le fait : une « bombe » bien placée, au Palais Bourbon par exemple, peut-être un efficace moyen de persuasion pour faire avancer les choses. Évidemment, cela ne fait rien avancer du tout, bien au contraire. Ces attentats auront pour seuls résultats les « lois scélérates » qui traduisent le raidissement de la bourgeoisie et de la République. Les anarchistes réprimés vont en tirer une conséquence : puisque la propagande par le fait, comme ils disent, ne donne rien, eh bien ! il existe peut-être une autre solution, qui est celle d'investir les syndicats.

L'homme qui va se faire le théoricien et le porte-parole de cette idée s'appelle Émile Pouget. C'est un anarchiste, il dirige un petit journal qui s'appelle « *Le Père peinard* ». La verve gouailleuse de Pouget lui assure une certaine audience. Constatant l'échec des attentats et l'ampleur de la répression qui a décimé les rangs anarchistes, Pouget invite les compagnons (c'est le nom que se donnent entre eux les anarchistes) à entrer dans les syndicats où, dit-il, du bon boulot peut-être fait. D'une certaine manière, c'est un travail d'infiltration ou d'entrisme comme on dit aujourd'hui.

Sur le plan proprement politique jusqu'en 1899, c'est-à-dire jusqu'à la quasi liquidation de l'affaire Dreyfus, ce sont les républicains modérés qui sont au pouvoir. Mais à partir de 1899 et surtout 1902, ce sont les radicaux et radicaux-socialistes qui vont dominer la période. Ces péripéties politiques ne changent pas grand-chose pour les syndicats. D'une certaine manière, ils s'entendent même mieux avec les descendants de Gambetta qu'avec Clemenceau. J'ai écrit sur le sujet un petit livre qui s'appelle « *Clemenceau, briseur de grèves* ».

Sur le plan économique, on entre dans une période de croissance qui succède à une longue séquence de marasme économique. C'est aussi une période de grands changements techniques. Au tournant du siècle, on enregistre l'arrivée de l'avion, de l'automobile et du téléphone... Ainsi à partir de 1900, les choses vont mieux, les grèves s'accroissent en nombre mais surtout la grève paye. Pour le mouvement ouvrier c'est une période de dynamisme. Dans certaines professions, notamment les mieux organisées, comme le Livre par exemple, il y a au cours de cette période, un saut quantitatif incontestable.

Et enfin sur le plan social, le mouvement ouvrier s'est relevé difficilement de La Commune. Les dirigeants ont été éliminés, le mouvement n'a plus ni cadres, ni doctrine. Les premiers syndicats qui se reconstituent le font sur des bases très modérées. La plupart se

placent, dans la mouvance de Jean-Joseph Barberet, un proche de Léon Gambetta. Ce sont des syndicats non pas réformistes, mais plutôt corporatistes. Après cette période très modérée, corporative si l'on peut dire, qui s'étire de 1872 à 1879, s'ouvre une séquence qu'on pourrait qualifier de « politique » pour le syndicalisme. Ce sont les socialistes qui sont à la manœuvre pour créer des syndicats. Les plus actifs en la matière sont les partisans de Jules Guesde et de Paul Lafargue, les fondateurs du Parti ouvrier. Les guesdistes se réclament de Karl Marx mais développent un marxisme un peu rudimentaire. En 1886, ils créent une première esquisse de Confédération qui s'appelle la Fédération Nationale des Syndicats (FNS). Mais celle-ci est complètement verrouillée par le Parti ouvrier, au point que le congrès syndical se tenait dans la foulée du congrès politique, dans le même lieu, avec les mêmes hommes. Il faut certes mettre des nuances, mais les Guesdistes ont une conception très réductrice du syndicalisme. Il est clair que dans leur esprit c'est le Parti qui a le rôle dirigeant. Le syndicat est là pour passer aux travaux pratiques et pour défendre les intérêts immédiats. Cette conception du syndicalisme sera celle qui va triompher en Allemagne et dans la plupart des pays européens. Mais toutes les chapelles socialistes ne partagent pas cette vision. Les blanquistes, regroupés derrière Édouard Vaillant, mais aussi les partisans de Jean Allemane défendent plutôt l'indépendance et l'autonomie de l'action syndicale par rapport à l'action politique. Et puis, beaucoup d'ouvriers ont conservé, à tort ou à raison de la Commune, l'idée qu'il ne faut pas de politique, que la politique n'apporte que des ennuis aux ouvriers. La Fédération Nationale des Syndicats se réduit assez vite à un petit nombre d'organisations : quelques Bourses du travail, notamment dans le Nord, le Pas-de-Calais ou la région de Montluçon et quelques fédérations (textile).

Au côté de la FNS, une autre centrale syndicale va apparaître en 1892. Il faut citer ici le rôle des allemanistes, du nom de leur leader qui s'appelle Jean Allemane. Ce sont les héritiers les plus proches des idéaux de la Commune et ils vont être à l'origine de la Fédération des Bourses du travail (on emploie le mot bourse à cause principalement de leur mission originelle qui consiste à favoriser les échanges et l'embauche des ouvriers par les patrons). Avec la naissance des Bourses, on touche du doigt l'origine de ce qui fait l'originalité du syndicalisme français. Car d'emblée, il se construit selon une double structuration. Nous avons ainsi une organisation dite « verticale » assise sur les fédérations, de métiers ou d'industries ; et puis à ses côtés, il y a des unions syndicales territoriales qui sont des organisations horizontales ou géographiques. Or, il y a très peu d'exemple de pays dans lesquels l'organisation horizontale a joué un rôle aussi important qu'en France. Presque partout ailleurs dans les grands pays où le développement industriel a été plus rapide, ce sont les fédérations d'industrie qui dominent. En France, on a encore une industrie très décentralisée, notamment dans des zones rurales reculées. Le local y a joué un rôle très important, qui explique en grande partie le développement des Bourses du travail. Or une des caractéristiques du local, c'est qu'il est toujours plus politique que le vertical.

Si 1895, reste une date importante, c'est principalement pour deux raisons. D'abord, c'est la date de la création de la CGT à Limoges, je ne reviens pas la dessus. Mais c'est aussi l'arrivée de Fernand Pelloutier à la direction du secrétariat de la Fédération des Bourses du Travail. Or, à l'origine, la CGT a pour ambition de fédérer tout le monde, les Bourses, les fédérations de métiers, d'industries et les syndicats isolés. Cette ambition se heurte à de nombreuses difficultés. Il y a une très grande méfiance entre les Bourses et la FNS moribonde. De sorte que les premières années de la CGT entre 1895 et 1901 (date de la mort de Fernand Pelloutier), sont essentiellement des années dominées par l'action des Bourses du travail. Fernand Pelloutier n'est pas un ouvrier, c'est un intellectuel, d'une certaine manière. Il a commencé sa vie comme journaliste anarchiste dans la région de Saint Nazaire où il rencontre un homme qui va jouer un rôle très grand dans l'histoire de France, Aristide Briand. Tous les deux inventent l'idée de grève générale. Elle trainait bien déjà un peu partout, dans

les arrière salles de bistrot, dans une certaine manière dans le subconscient ouvrier, c'est une très vieille idée. Mirabeau sous la Révolution française dit à ses collègues, je cite de mémoire : « *méfiez-vous de ce peuple, faites attention à ce peuple, à qui il suffirait de devenir immobile pour devenir formidable* ». L'inertie du mouvement ouvrier, sa capacité d'empêchement en quelque sorte est formidable, en théorie, car dans la pratique c'est un peu plus compliqué... Les années Pelloutier vont être dominées par une double idée : la grève générale comme instrument de l'action ouvrière et l'éducation ouvrière. Car si Pelloutier mérite d'être reconnu comme l'un des plus grands noms de l'histoire du mouvement ouvrier français, c'est bien parce qu'il a voulu donner aux ouvriers ce qu'il appelle, par une expression admirable, « la science de leur malheur ». Il croit à la grève générale, il croit à l'éducation, il ne croit pas aux grèves partielles. Alors pourquoi la grève générale et pas la révolution ? Eh bien parce que tout simplement Fernand Pelloutier est anarchiste, je préfère dire libertaire d'ailleurs. Ce qu'il reproche à la révolution c'est d'être une chose centralisée qui produira ensuite un Etat ouvrier centralisé et totalitaire. Il ne dit pas totalitaire parce que le mot n'existe pas alors mais l'idée reste la même. L'idée de Pelloutier c'est que les moyens déterminent les fins. Avec une révolution centralisée de type guesdiste par exemple, la conclusion sera un Etat ouvrier socialiste centralisé et autoritaire. Il faut donc décentraliser la révolution. Voilà pourquoi la grève générale, cette révolution de partout et de nulle part, où l'atelier remplace le gouvernement selon l'expression de Proudhon lui-même. Donc révolution décentralisée, Etat ouvrier décentralisé. Mais fondé sur quoi ? Eh bien sur les syndicats et pas sur les partis politiques, pas sur l'Etat bourgeois. C'est la grande pensée de toute cette période. Le syndicat instrument de résistance, deviendra demain un instrument de production et de répartition, base de base de réorganisation sociale.

À la tête de la Fédération des Bourses, Pelloutier a toujours fait preuve d'indifférence ou d'hostilité vis-à-vis de la CGT dans laquelle il ne voit qu'une organisation politicienne qui n'a pas fait grand-chose depuis 1895. En réalité, la véritable naissance de la CGT ne se situe pas à Limoges en 1895 mais bien plutôt lors du congrès de Montpellier en 1902. La mort de Pelloutier, survenue en 1901, a rendu enfin possible et effective la fusion et l'articulation entre les fédérations de métiers ou d'industrie et la Fédération des Bourses qui devient une des principales colonnes de la CGT. L'homme qui prend la tête de tout cet ensemble s'appelle Victor Griffuelhes ; il est moins connu que Pelloutier ou que Jouhaux ou que Benoît Frachon, mais c'est un très grand nom de l'histoire ouvrière.

Deux dates sont à retenir. 1906, on entend souvent dire que c'est la grande période de la grève générale. C'est une erreur, c'est même le moment où la CGT liquide la grève générale. Au congrès de Bourges en 1904, le syndicat des coiffeurs dont le secrétaire s'appelle Duberos, lance le mot d'ordre suivant : à partir du 1er Mai 1906, nous ne travaillerons que huit heures par jour. Le mouvement ouvrier se croit assez fort pour imposer une de ses plus emblématiques revendications. Finalement, l'action ne marche pas bien sauf dans le Livre, citadelle du réformisme. Mais le Livre est fortement syndicalisé, les travailleurs y sont bien organisés et rompus à la négociation. Ils négocient donc avec les patrons les huit heures et toute une série de réformes. Alors ce n'est pas la grève générale mais cela donne quelques résultats. Ailleurs, l'échec est retentissant notamment dans le Bâtiment qui est le bastion du syndicalisme d'action directe. Victor Griffuelhes, qui applique les mots d'ordre du Congrès de Bourges en 1904, fait du 1er Mai 1906 le point d'orgue de la mobilisation de la CGT en faveur des 8 heures. Cette menace de grève générale a provoqué un début panique dans la population. Des bourgeois ont quitté Paris, certains ont fait des provisions dans l'attente du grand soir. Mais il ne s'est rien produit et le secrétaire de la CGT prend immédiatement acte de l'échec de la grève générale. À la différence de Pelloutier, Griffuelhes est un théoricien des grèves, c'est même un meneur de grèves dans l'âme. Pour lui, la grève est d'abord une gymnastique par laquelle la classe ouvrière s'éduque progressivement à la

grève générale. Pas de grève générale sans au préalable des grèves partielles, c'est le contraire de Pelloutier sur ce plan-là.

L'autre évènement important qui se produit durant la période est de nature politique. En 1905, au congrès du Globe à Paris, les socialistes surmontent leurs divisions et fusionnent dans la SFIO. Le problème de l'unité socialiste domine les débats du congrès de la CGT qui s'ouvre à Amiens en 1906. Trois tendances vont s'exprimer. La première, la plus nombreuse est celle des syndicalistes révolutionnaires regroupés autour de Victor Griffuelhes. À l'autre bout de l'échiquier, nous avons également les bataillons du réformisme, en particulier ceux du Livre. Enfin, une aile politique, socialiste pour la nommer, est représentée par Victor Renard du textile du Nord. Maintenant que l'unité socialiste est acquise, une question se pose au mouvement ouvrier. Pourquoi ne pas établir une coopération entre les syndicats et la CGT et le Parti socialiste réunifié ? Quel va être le choix des révolutionnaires ? Ils choisissent les réformistes contre les socialistes, parce que les révolutionnaires comme les réformistes sont attachés à l'autonomie ouvrière. L'autonomie, c'est ce qui rassemble, au-delà de leurs différences qui sont nombreuses, les réformistes et les révolutionnaires. C'est cette alliance, construite contre les socialistes qui demeurent partisans d'une union organique entre le Parti socialiste et les unions syndicales, qui triomphe à Amiens. Et de fait, le congrès confédéral confirme l'alinéa deux de l'article 1er des statuts constitutifs élaborés à Montpellier en 1902. Celui-ci mentionne que la CGT « *groupe, en dehors de toute école politique, tous les travailleurs conscients de la lutte à mener pour la disparition du salariat et du patronat.* » Là est le fond de la doctrine du syndicalisme révolutionnaire. À l'époque, l'horizon d'attente du mouvement ouvrier est bien la disparition du salariat et du patronat. Pour aller vers la société humaine, il ne faut plus que le travail soit vendu, il ne faut plus que le travail soit acheté. Jamais peut-être le mouvement ouvrier n'a eu d'idéal aussi universel que celui-là. Mais c'est de l'utopie direz-vous ? Plutôt un mythe, au sens de Georges Sorel, c'est-à-dire une représentation collective qui est génératrice d'action. La Charte d'Amiens, c'est d'abord la réaffirmation de l'autonomie ouvrière mais ce n'est pas que ça. C'est aussi l'idée que l'action ouvrière a deux piliers : l'action revendicative et la préparation de la grève générale. En réalité, la CGT et Victor Griffuelhes vont privilégier l'action ouvrière proprement dite, la gymnastique ouvrière par rapport à la préparation de la grève générale.

L'autre date ou plutôt période décisive, ce sont les années 1908-1909. Une grande crise secoue la CGT. Elle concerne une histoire financière compliquée touchant au financement de la Maison des fédérations au 33 rue de la Grange-aux-Belles. Cette affaire contraint Victor Griffuelhes à la démission. Le secrétaire de la CGT est une personnalité dont l'indépendance, le mépris à l'égard de l'argent est total, mais c'est aussi un caractère entier, peu enclin à supporter le moindre soupçon sur son intégrité. Léon Jouhaux devient secrétaire de la CGT en 1909. Avec lui les choses sont claires, il ne croit plus à la grève générale, en revanche il croit à la nécessité d'une alliance circonstancielle avec le Parti socialiste. À la veille de 1914 le rapprochement de facto entre la CGT et le Parti socialiste notamment dans la résistance à la guerre est bien réel. Et quand en 1914, Léon Jouhaux accepte l'Union sacrée, le syndicalisme révolutionnaire n'est pas encore totalement mort, mais il n'est plus la forme dominante du mouvement ouvrier.

Essayons de comprendre ce qu'a été le syndicalisme d'action directe. Action directe signifie essentiellement action sur le lieu du travail et s'oppose à l'action indirecte qui est l'action parlementaire. Beaucoup de sociologues et d'historiens marxistes estiment que le syndicalisme révolutionnaire de la jeune CGT est l'expression de la phase A de la révolution industrielle. C'est-à-dire la phase pré-industrielle, caractérisée par la domination de la petite manufacture et de l'atelier sur la grande industrie et ses bataillons d'ouvriers. Personnellement, j'ai une thèse un peu différente, je pense que le syndicalisme révolutionnaire est une forme de transition entre celui artisanal du passé, et la phase B celle de

la grande industrie. Peu de temps après avoir quitté le secrétariat de la CGT, Griffuelhes, écrit dans la *Vie Ouvrière* de Pierre Monatte, un article important où il déclare affirmer être en faveur du syndicalisme à l'américaine. Que veut-il dire ? Tout simplement que c'est du développement de la grande industrie que pourra véritablement naître et se développer le mouvement ouvrier. C'est une thèse terriblement moderniste, presque réformiste que défend à ce moment-là Victor Griffuelhes. Donc, je crois que c'est ça le syndicalisme révolutionnaire, une phase de transition.

Comparons un instant ce qui s'est fait en France et en Allemagne. En France, les ouvriers sont intégrés politiquement et rejetés socialement. Ils font partie des majorités républicaines, Jean Jaurès ne cesse de le rappeler. Mais du point de vue des lois sociales, de leur intégration à ce que l'on appelle aujourd'hui la société civile, ils sont en retard sur des pays comme l'Allemagne. En Allemagne, c'est le contraire. Grâce à Bismarck, il y a une législation sociale assez avancée est en place dès la fin du XIXe siècle. En revanche, il n'y a pas d'alliance politique entre les ouvriers et les partis bourgeois progressistes. Les deux sont en opposition à peu près complète. Ces différences peuvent s'expliquer, il y a le poids des traditions et la France est particulièrement marquée par le poids de l'héritage révolutionnaire. Il y a aussi le niveau et les formes de développement économique qui ne sont pas les mêmes. Mais le syndicalisme révolutionnaire exprime aussi un certain invariant ouvrier, c'est-à-dire quelque chose qui se retrouve chaque fois que les travailleurs en quelque sorte agissent par eux-mêmes, ne sont pas encadrés et entendent faire leurs affaires eux même. Chaque fois qu'il y a un flottement des directions, il y a quelque chose du syndicalisme révolutionnaire qui réapparaît. On l'a bien vu en 1968, où des tendances on dira « anarcho », ont repris du poil de la bête dans la CGT mais aussi dans la CFDT. Derrière tout ça, il y a peut-être l'idée que les travailleurs doivent faire leurs affaires eux même, qu'ils ne doivent pas se fier à des partis, parce que les partis sont forcément des partis bourgeois, que c'est sur le terrain des luttes que les victoires se remportent. C'est une vision qui a probablement vieilli mais qui exprime quelque chose de profond. Le syndicalisme révolutionnaire est une expression identitaire du mouvement ouvrier. C'est une théorie ouvrière, surtout une théorie du primat du syndicat sur les partis. En cela réside sa singularité face aux réformistes et aux marxistes. La cellule sociale essentielle, ce ne sont pas les partis, mais bien le syndicat. La Charte d'Amiens le dit très bien. Pour que le syndicalisme atteigne son maximum d'effet, l'action économique doit s'exercer directement contre le patronat, les organisations confédérées n'ayant pas en tant que groupement syndicaux à se préoccuper des partis et des sectes.

Le syndicalisme révolutionnaire c'est également une morale. Pelloutier a beaucoup écrit là-dessus. Le syndicalisme révolutionnaire est l'expression achevée de l'individualisme ouvrier. C'est une morale de la culture ouvrière, une véritable anthropologie et on peut citer ici un texte de Pelloutier paru en 1899 de retour d'un congrès socialistes. Dans sa *Lettre aux anarchistes*, il écrit ceci : « Actuellement, notre situation dans le monde socialiste est celle-ci: proscrits du «Parti» parce que, non moins révolutionnaires que Vaillant et que Guesde, aussi résolument partisans de la suppression de la propriété individuelle, nous sommes en outre ce qu'ils ne sont pas: des révoltés de toutes les heures, des hommes vraiment sans dieu, sans maître et sans patrie, les ennemis irréconciliables de tout despotisme, moral ou matériel, individuel ou collectif, c'est-à-dire des lois et des dictatures (y compris celle du prolétariat) et les amants passionnés de la culture de soi-même. » Voilà en quoi consiste cette morale qui, au-delà de la péripétie historique, me paraît être le dernier mot, encore vivant, de ces hommes.